

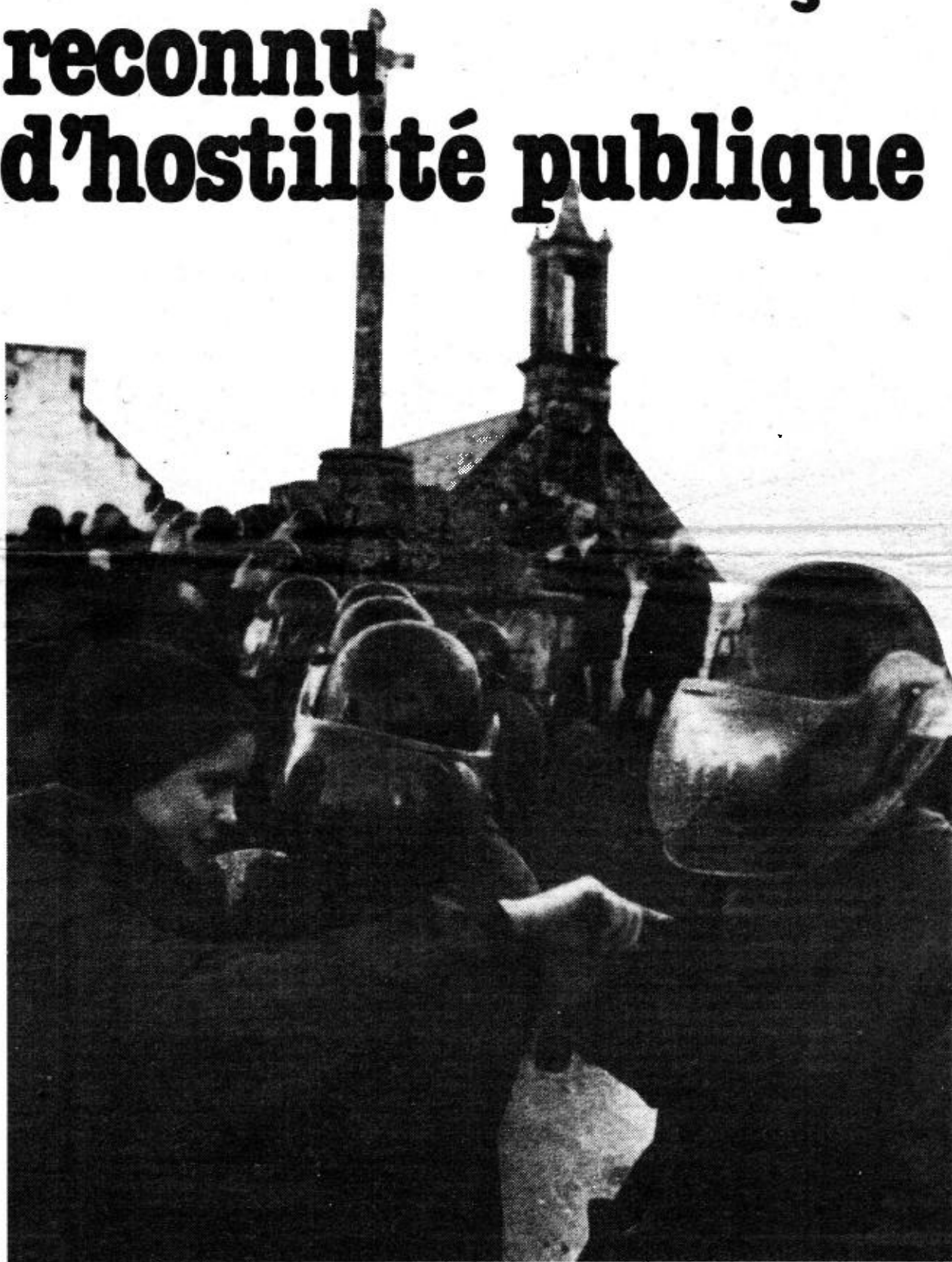


Libération

2,50 F Belgique 15 FB.Suisse 1,20 FS.Portugal 30 Esc.Pays-Bas 1,25 Fl. Italie 600 L. Espagne 50Ptas. Canada : 95Cts.

VENDREDI 1ER FEVRIER 1980. N 1859

Bretons: le nucléaire français reconnu d'hostilité publique



Face à face à Plogoff (Finistère) à l'issue d'une manifestation contre l'ouverture de l'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire. (Photo AFP)

Les blindés foncent sur Plogoff ! Non, non, c'est pas des blagues, et il ne s'agit pas des chars russes : ce sont bel et bien les blindés légers de la gendarmerie qui ont « ouvert », hier « l'enquête d'utilité publique » sur l'implantation de la centrale nucléaire de Plogoff. Avec mission, comme en Corse ou à La Mecque, de passer « coûte que coûte ».

Le nucléaire français « coûte que coûte », les Bretons n'en veulent pas ; et ils n'avaient pas attendu cette « enquête » pour le montrer et le faire savoir.

Quel plus beau symbole, en effet, du centralisme bétonné de l'administration française, que ce parachutage d'une fabrique atomique de mégawatts au bout du bout de la Bretagne ? Face aux manifestations, aux barricades bretonnes, à l'autodafé des documents d'enquête administrative, le gouvernement de l'espace nucléaire hexagonal pouvait-il mieux le signifier qu'en déclenchant une nouvelle marée noire de gardes-mobiles ? Sous cette pluie de lacrymogènes, Barbara, quelle connerie le centralisme nucléaire !

Lire pages 3 et 4.

REVERSIBILITE

Un pas de plus vers un «oui» définitif

Le PC et la centrale du Pellerin: un choix réfléchi

Nantes (de notre correspondant).

Claude Poperen, responsable PCF des Pays de la Loire, et la rédaction de *L'Humanité*, ont choisi ce jeudi, 31 janvier, jour où l'enquête publique commençait à Plogoff, pour faire un nouveau pas vers un «oui» clair et définitif du PCF, pour le site nucléaire du Pellerin, en Loire-Atlantique.

«Loire-Atlantique: un choix réfléchi en faveur du nucléaire. Si Le Pellerin offre toute sécurité, il faut y implanter une centrale» titre *L'Humanité*. «Les propositions d'implantation faites sur l'estuaire doivent être compatibles avec des exigences maximales de sécurité. Si le site du Pellerin répond à ces exigences, il n'y a de notre part aucune autre objection» déclare Claude Poperen.

Cette nouvelle position, préparée par une première balle d'essai, la semaine dernière, n'est pas encore le retournement net et caractéristique que le PC prépare sur cette question: il faut encore que Maurice Rocher, secrétaire fédéral, ose franchir le pas: revienne sur ses propres déclarations, particulièrement celles qu'il avait faites, dès 1976, dans une lettre au sénateur RPR pronucléaire Chauty, rendue publique, et dans d'innombrables déclarations du PCF local, de ses sections de Coueron, de ses élus locaux de Nantes et de la Ceinture Nantaise, contre le choix du site du Pellerin, à l'époque où, à l'initiative des paysans expropriés de Cheix et du Pellerin, un vaste mouvement «contre l'arbitraire du pouvoir» (di-

sait le PCF), déferlait contre le site du Pellerin...

A l'époque donc, le PCF, comme tout le monde, ou presque, ici, parlait contre le site, et participait même à certaines actions effectives d'opposition, notamment une journée «Ville-morte» sur les communes de Cheix et du Pellerin, suivie à plus de 90 % par la population des villages, volets fermés, et grève dans les petites usines...

Claude Poperen doit donc, désormais, convaincre, y compris et surtout à l'intérieur de son parti, sur plusieurs points: non seulement dire, comme il le dit aujourd'hui dans *L'Huma*, que le problème des «rejets radioactifs» (qui a toujours été un argument très secondaire) n'en est pas un. Mais dire aussi que la menace d'un accident type Harrisburg n'en est pas une. Et dire, surtout, que les opposants au Pellerin sont, non des paysans spoliés, le menuisier du village, l'instituteur ou bien des ajusteurs à l'arsenal d'Indret, comme le sont, par exemple, les maires de Cheix ou de Saint-Jean-de-Boiseau, mais des partisans de «l'effacement» sinon de la «désespérance».

Ça passera sans doute, puisque tout passe mais ce sera raide. La semaine dernière, après un premier article paru dans *Libération*, et qui dénonçait un «retournement de veste» que le PC n'a pas, ici, encore complètement effectué, j'avais interrogé des militants, des responsables. Tous m'avaient dit, comme Mazorana, secrétaire du groupe des élus communistes à la mairie de Nantes, «qu'une centrale en Basse

Loire, pour des raisons de développement industriel, ça ne voulait pas dire au Pellerin. Pas forcément. Et que pour Le Pellerin, le PCF, avant de décider sa position, prendrait en compte deux problèmes: les études techniques et la sécurité, d'une part, la consultation des populations concernées, «correctement informées», de l'autre».

Il faudra que ça passe, enfin, à l'intérieur de la CGT de Loire-Atlantique, qui compte, elle, dans la balance, du point de vue des forces réelles, sur le terrain, où le PC, ici, et sur une telle affaire, compte, lui, peu.

Or, les principaux responsables de la CGT de Loire-Atlantique, et même de la région des Pays de Loire, sont certes au PCF. Mais ils ont démissionné de tout poste de responsabilité depuis mars 1978. Et les rares informations qui filtrent font apparaître qu'ils y mènent un combat patient, et coriace, que ce soit contre une politique sectorielle de rupture avec la CFDT ou contre le soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan. Alors, pour Le Pellerin...

Quant aux gens du Pellerin, qui connaissent peu le PCF, et l'aiment peu, ils n'y comptent pas trop. Ce changement de position ne les inquiète pas, il les fait plutôt rire. Comme m'a dit l'un d'entre eux: «Le PCF a gueulé fort contre Le Pellerin dans les périodes préélectorales. Nous n'avons jamais cru que c'était bien sérieux».

Jean-Paul CRUZE

CHAUDIERE

Les réactions au projet des thermes nucléaires

Grenoble: le PC hostile au referendum

Le projet d'installation d'un mini-réacteur nucléaire afin d'alimenter le réseau de chauffage urbain grenoblois continue d'alimenter prises de position et polémiques; d'autant que les conditions dans lesquelles ce projet a été rendu public ne sont toujours pas parfaitement claires. Lors de sa venue à Grenoble fin décembre, le ministre de l'Industrie André Giraud avait souligné que sa réalisation expérimentale primitivement prévue à Saclay avait été transférée à Grenoble vu l'intérêt conjointement manifesté par le Centre d'Etudes Nucléaires (C.E.N.G.) et la municipalité. Pourtant le communiqué du Conseil des Ministres du 23 janvier faisait état d'une décision gouvernementale à ce sujet. Devant les protestations immédiates de la mairie, le gouvernement confirmait que la décision finale ne pouvait appartenir qu'aux autorités locales.

Le choix reste donc entre les mains des élus grenoblois... ou de la population

si la municipalité décide de l'associer jusqu'au bout sous forme d'un référendum. A ce sujet les avis sont très partagés. Côté socialistes, le maire, Hubert Dubedout (qui ne cache guère sa sympathie pour le fond du projet, moyennant certaines garanties), parle seulement de «consultation populaire». Certains adjoints évoquent plus ouvertement le référendum (qui est approuvé, d'après un sondage réalisé par le mensuel *Actualité dauphinoise* par 76 % des Grenoblois).

Les communistes, eux, étaient restés plutôt circonspects, qu'il s'agisse du projet lui-même ou des formes de consultation populaire, le groupe communiste vient de sortir de ce silence pour prendre une position parfaitement claire.

Premier volet: les élus communistes ne contestent «ni l'intérêt technique, ni l'intérêt économique, ni même l'intérêt écologique que représente Thermos». Cette position s'inscrit dans le cadre de la politique énergétique des communistes

«défavorables à tout moratoire notamment en ce qui concerne les surgénérateurs». On avait compris...

Second volet: si l'infrastructure du chauffage urbain est nécessaire à Thermos, on peut se demander si l'inverse est vrai. Les communistes déterminent donc dix garanties nécessaires.

Parmi celles-ci: le développement parallèle de l'industrie charbonnière, la prise en charge financière du projet par l'Etat. Et sur les problèmes de sécurité? Pas grand chose, sinon que «la sécurité reste sous la responsabilité exclusive du C.E.N.G.» et que «s'agissant d'une expérimentation, la ville ne peut prendre à sa charge les risques qui en découlent». Une manière de dire: on s'en lave les mains...

Troisième volet: celui des processus de consultation et d'information. Le P.C. commence par s'insurger contre la création d'une commission extra-municipale sur ce problème à l'initiative des élus socialistes:

Barricades en feu, grenades lacrymogènes contre des manifestants calmes mais particulièrement déterminés: la nuit de mercredi à jeudi a été la plus chaude de l'histoire de Plogoff. Mais ce n'est que par la force que la préfecture du Finistère et EDF ont obtenu que l'enquête d'utilité publique sur le projet de centrale nucléaire soit ouverte et les «mairies annexes» amenées sur le territoire de la commune.

Mardi soir à 18 heures trente, après une journée de «mise en train» occupée à brûler les dossiers d'EDF Plogoff s'est délibérément coupé du reste du monde en se retranchant derrière ses murs. Dès 19 h aux frontières de la commune les quatre routes venant de l'extérieur étaient sous le contrôle exclusif des habitants. L'une des voies d'accès étant provisoirement laissée libre pour permettre le passage toujours possible d'une ambulance, les trois autres voyaient se dresser des barricades plus ou moins hétéroclites mais fort efficaces et toutes destinées à une seule chose: empêcher l'accès à Plogoff des mairies annexes qui devaient être ouvertes jeudi matin à neuf heures.

Derrière l'église, les arbres des talus sont abattus à la tronçonneuse et coupent la petite route menant à Clédén. Au fond de la baie des Trépassés, à deux pas



Les gendarmes progressaient hier soir dans Plogoff avec l'appui de véhicules blindés légers, déblayant la chaussée obstruée par des pavés. Au premier plan, un gendarme, le visage noirci par les pneus carbonisés. (Photo AFP).

de la plage et des vagues blanchissantes qu'un vent violent commence à faire lever, plusieurs dizaines d'hommes et de femmes entassent des vieilles machines, des pneus, des pierres et tendent de redoutables câbles d'acier. Devant le barrage, directement sur le goudron, ils ont étalé un drapeau tricolore. Manière on ne peut plus claire de dire ce qu'ils pensent de la France aujourd'hui. Mais le barrage le plus important se construit sur le pont du Loch à l'autre bout de Plogoff, là encore tout près d'une plage et à la limite de la commune de Primelin.

Buses en béton, vieilles batteuses récupérées dans des fermes, montagnes de pneus et de roches, et là encore un entrelacs inextricable de ces câbles d'acier qui ne manquent pas à Plogoff: ce sont des «funes» de chalut réputées pour leur résistance à toute épreuve et achetées pour l'occasion. Sous une pluie battante mêlée d'embruns, ayant enfilé cirés et bottes, les insurgés rejoints par des militants anti-nucléaires de la région s'activent. Quelques-uns donnent discrètement des ordres, l'ambiance est lourde, tendue. On ne plaisante pas. Dans le garage d'une maison voisine un café réconfortant réchauffe les plus rafraîchis: ils sont au moins 250 au pont de Loch à attendre de pied ferme qu'on veuille venir les déloger...

Les heures passent: la lune se lève pâlisant les visages et accentuant les ombres, des voitures font la navette d'un barrage à l'autre, ramenant des informations mêlées à des bruits divers plus ou moins vérifiables. Ici et là on discute. De la centrale bien sûr mais surtout de résistance, de stratégie.

Peu après minuit des «informateurs» apprennent que les gendarmes arriveront à trois heures. C'est finalement à trois heures cinquante que, de Primelin, on voit s'élever une fusée rouge lancée par des guetteurs, puis très vite les lumières d'un convoi... Quelques minutes plus tard, des phares puissants

trouent la nuit à moins de trois cents mètres.

Il est quatre heures du matin. Des cocktails Molotov explosent et embrasent les barricades qui se mettent à crépiter. Que faire sinon attendre? Les gendarmes craignant sans doute quelque piège, n'avancent que très lentement vers le pont puis tirent sans sommation une pluie de grenades lacrymogènes qui ne déclenchent d'ailleurs qu'une maigre riposte de pierres et de pétards. Quelques hommes casqués passent le pont en éclaireurs, grenadant à tout va. Jean-Marie Kerloc'h, le maire, demande à voir l'officier commandant les gendarmes. Celui-ci ne lui apprend rien sinon que ses ordres sont stricts: il doit traverser Plogoff «coûte que coûte» et faire sa jonction avec les autres escadrons qui tentent simultanément de franchir le barrage de la Baie des Trépassés.

Parmi les manifestants jeunes ou vieux de Plogoff, les attitudes sont variées. Certains, rageurs, veulent en découdre physiquement

«avec ces fumiers de CRS»: ils en trouvent d'autres pour les convaincre de n'en rien faire. Et puis il y a ceux, épuisés par l'attente et l'attention qui craquent soudain, comme cet homme, la cinquantaine, qui pleure sans que les grenades y soient pour grand-chose et hurle dans le vent à l'adresse des gendarmes: «Mais pourquoi venez vous chez nous, bon dieu? Pourquoi voulez vous nous amener la centrale puisque vous savez qu'on n'en veut pas?» Les femmes très nombreuses, restent les plus calmes, lancent les slogans, proposent à chaque nouvelle volée de grenade un repli correspondant de quelques mètres. Révolte et détermination, rage et calme étrangement mêlés. Personne ne perd la tête.

Les barrages de flammes et de carcasses n'étaient pas si mauvais puisque les deux blindés de type «VXB» que les gendarmes ont amenés avec eux mettent plus de deux heures

Suite p.4

PETITIONNAIRES

Une centrale dont «personne» ne veut

N'ayant pas encore fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) — aboutissement habituel de l'enquête qui tente de s'ouvrir —, la centrale de Plogoff (4x1.300 MW en PWR) ne fait, à fortiori, partie d'aucun contrat de programme. Sont dans le même cas, les projets d'extension de Chinon et de Chooz.

A ce stade de la procédure, pas de problème: tous les signataires de la «pétition nationale énergie» sont en principe contre.

Le problème est plus compliqué lorsqu'il s'agit d'une centrale ayant fait

l'objet d'une DUP mais ne faisant pas partie d'un contrat de programme, comme Golfech, Le Pellerin, Nogent, Belleville. Pour le PS, au moins, ces centrales devraient faire l'objet d'un examen cas par cas, en fonction d'une part de l'avancement des travaux, d'autre part, de l'attitude de la population concernée... après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le débat nucléaire gagnerait assurément en clarté si tous les signataires de la pétition définissaient centrale par centrale leurs positions, quand bien même elles divergent.

P. MERLAN

●●●Suite
de la p.3

Nucléaire: la bataille de Plogoff

avant de parvenir enfin à le franchir, vers sept heures. Progressivement, les assiégés reculent mais préparent aussitôt une nouvelle barricade de voitures auxquelles ils mettent le feu retardant encore la progression des forces de police qui n'arriveront devant la mairie de Plogoff qu'à la levée du jour, peu après huit heures. Plus de quatre heures pour franchir les deux kilomètres et demi séparant le pont de Loch de la mairie : un beau succès pour les habitants qui voulaient démontrer, s'il en était encore besoin, que l'enquête d'utilité publique ne se fera que malgré eux.

« MEME DES TANKS »

Le dernier acte de cette nuit mémorable s'est donc passé devant la mairie de Plogoff où s'étaient rassemblées les « gardiens » repoussés de toutes les barricades. A huit heures, descendus de leurs camions tout terrain, maquillés au noir de bouchon, frimant comme à la guerre, les gendarmes lancent une dernière volée de grenades. Peu de ripostes, mais des cris, encore des pleurs, des aveux d'impuissance à la vue, surtout, des blindés : « *Ils nous ont même mis des tanks, les salauds. Mais pour qui nous prennent-ils ? Quand les Allemands sont venus nous occuper en 40 ils n'avaient pas fait pire et ils étaient plus discrets* ».

A huit heures trente, rapidement, les derniers camions passent, suivis de blindés... Ils ne vont pas loin et s'arrêtent à quelques centaines de mètres à la chapelle de la Trinité. Là, arrivées avec le convoi venu par la baie des Trépassés, les deux camionnettes servant de mairie annexe sont installées entre la chapelle et un petit calvaire de granit. A neuf heures, les affiches sont collées sur les portes, « *l'enquête d'utilité publique en vue de l'implantation d'une centrale électro-nucléaire à Plogoff* » est officiellement ouverte dans les délais... C'est peu dire qu'aujourd'hui les habitants de Plogoff sont désabusés. Conscients d'avoir fait tout ce qui était dans leurs possibilités « *dans le cadre malgré tout d'une non-violence très stricte* » devait me préciser l'un d'eux, ils s'attacheront surtout désormais à obtenir le plus large soutien extérieur. Hier après-midi, alors qu'ils ne l'avaient pas préparée, ils ont appelé à une manifestation. Plusieurs milliers de personnes, surtout des Finistériens, ont convergé dès 14 H vers Plogoff pour venir dire avec les habitants de la commune qu'ils ne voulaient pas eux non plus d'une centrale dans le Cap Sizun. Ce soutien est un atout essentiel pour l'avenir et surtout pour les six prochaines semaines, durée légale de l'enquête d'utilité publique. Gageons qu'une fois de plus Plogoff cherchera à créer l'événement. Le prochain rendez-vous est fixé au dimanche 3 février, une « *marche sur le site de Feunteun Aod* » est organisée par le comité de défense anti-nucléaire et le GFA. La journée sera consacrée à l'installation dans la bergerie des premiers moutons et... de leur berger.

Yann KERMOR